

FERMETURES DES CAF

La fermeture des accueils publics des CAF est en train de se mettre en place partout en France. En septembre 2014, 55 CAF sur 102 recevaient uniquement sur RDV et le nombre a sûrement augmenté.

Il s'agit d'une directive nationale, établie dans la Convention d'Objectif et de Gestion (COG) entre l'Etat et la CNAF. Cela permet à la fois une réduction des postes à la CAF, mais aussi une baisse ou un retardement du versement des prestations. **Ce dispositif entend fermer l'ensemble des accueils publics et supprimer plus de 1000 emplois.**

Ces fermetures ne sont donc pas comme le dit la direction de la CAF, des fermetures provisoires pour la gestion de dossiers en retard. **Ces fermetures vont rendre de plus en plus difficile l'obtention de nos allocations.**

On peut le voir dans d'autres villes où le dispositif a été mis en place :

- Temps d'attente de plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous
- Pour ceux qui vont s'accrocher file d'attente dans les rues
- Numéro payant pour prendre rendez-vous (environ 1 heure d'attente en ligne soit une vingtaine d'euros.)
- Augmentation des contrôles et radiations
- Dossiers qui se perdent
- Précarisation des travailleurs de la CAF

À Toulouse et dans la périphérie proche, les CAF ont déjà commencé à réduire considérablement leurs jours d'accueil public, notamment les CAF d'Empalot et de Bellefontaine (2 jours d'accueil en moins)...

Pour nous contacter :
collectifcaf31@gmail.com
06.21.13.84.82

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

*Guichets fermés, pertes de dossiers, contrôles, radiations,
ne nous laissons pas faire !*

Leur objectif est de rendre l'accès aux allocations de plus en plus compliqué, de nous décourager, et de nous faire accepter n'importe quel boulot à n'importe quel prix.

En réduisant le nombre d'allocataires et d'agents CAF, cela va permettre à l'Etat de se faire de l'argent sur notre dos.

Cette restructuration de la CAF n'est que la continuation de la politique d'austérité dont nous allons tous faire les frais... sauf les riches ! Le capitalisme est en crise. Pour sauver ce système et ceux qui en profitent, c'est aux pauvres (avec ou sans travail) qu'on impose de payer l'addition.

À Marseille où le dispositif de fermeture des CAF est déjà appliqué, un collectif lutte pied à pied depuis plusieurs mois et force la direction à traiter immédiatement un grand nombre de dossiers. Certains pré-accueils ont même été rétablis.



À Marseille, par exemple le collectif de lutte demande :

- la réouverture des accueils publics des CAF
- la gratuité du numéro de téléphone de la CAF
- la fin de la répression des allocataires (indus, suspensions de ressources, radiations)
- la fin de la précarisation des travailleurs de la CAF

RCA Toulouse
(Réseau Communiste Antigestionnaire)